



N° 36 Juin - Juni 2010

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Extraits des résumés hebdomadaires du Professeur Willame (mai-juin)

Le Conseil de Sécurité, qui a décidé de **diminuer de 2.000 unités le nombre de casques bleus** d'ici la fin juin et qui a rebaptisé la MONUC en MONUSCO, n'a satisfait que partiellement les autorités congolaises en faisant dépendre le départ des casques bleus des améliorations constatées sur le plan de la protection des populations : la MONUSCO concentrera ses effectifs dans l'est du pays et a pour mandat général la protection des civils et la « stabilisation » du Congo. Par ailleurs, le groupe d'experts des N.U., qui a publié un nouveau rapport sur le Congo, a mis en évidence **l'exportation illégale de l'or** extrait des zones de conflit grâce à de faux certificats de l'ONU.

En RDC, **la mort du défenseur des droits humains, Floribert Chebeya** (La Voix des Sans Voix), est toujours au-devant de l'actualité et embarrasse visiblement le pouvoir. Cette disparition a entraîné un émoi non seulement parmi les ONG congolaises, mais au sein de toute la « communauté internationale ». L'Union européenne, les Etats-Unis, plus de 50 ONG congolaises, Human Rights Watch et Amnesty International demandent une enquête impartiale et avant tout une autopsie du corps, tandis que le rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires de l'ONU évoque une éventuelle participation gouvernementale à ce meurtre. Le ministre de la Justice annonçait que le chef de la police, John Numbi, un proche du président Kabila avec qui Chebeya devait avoir un rendez-vous, avait été préventivement suspendu de ses fonctions « pour que l'enquête puisse s'effectuer en toute sérénité » : plusieurs officiers étaient arrêtés, dont le chef des services spéciaux qui a mis en cause le patron de la police lequel aurait été finalement placé en résidence surveillée. Le ministre de l'Intérieur a autorisé la venue à Kinshasa d'une équipe de quatre experts légistes hollandais. Par ailleurs, le corps du chauffeur, que la Voix des sans voix estime avoir été assassiné, n'a toujours pas été retrouvé.

Tandis que le Parlement européen condamne « avec la plus grande force » son meurtre, des manifestations contre cet assassinat ainsi que d'autres défenseurs des droits de l'homme ont eu lieu à Bukavu et à Matadi. Selon l'avocat de la VSV, le meurtre de Chebeya serait en partie lié au fait qu'il envisageait de porter plainte contre les massacres des adeptes du mouvement politico-religieux Bundu dia Kongo en 2007 et en 2008. Floribert Chebeya aura

finalement été inhumé le 26 juin, jour anniversaire des victimes de la torture, et non pas le 30, jour de l'anniversaire de l'indépendance du Congo, comme annoncé initialement.

Bisschoppen protesteren tegen bedreigingen van verdedigers mensenrechten(15-06-2010)

In Colombia worden bisschoppen, religieuzen en katholieke organisaties die opkomen voor de mensenrechten bedreigd. Dit meldt het Vaticaanse persagentschap Fides. Het persagentschap haalt onder meer een mededeling van de Colombiaanse bisschoppen aan waarin de recente aanslag tegen het paleis van mgr. Jairo Jaramillo Monsalvo, bisschop van Sante Rosa de Osos, wordt veroordeeld én een mededeling van mgr. Camilo Fernando Castellon Pizano, bisschop van Barrancabermeja, die zijn beklag maakte over de bedreigingen die de Vluchtelingendienst van de jezuiten en andere organisaties die opkomen voor de mensenrechten recent kregen.

Eerder zijn ook al bisschoppen die opkomen voor het respecteren van de mensenrechten met de dood bedreigd. Ook meerdere religieuzen die de belangen van de armsten behartigen en protesteerden tegen schendingen van de mensenrechten hebben bedreigingen ontvangen. (RKnieuws.net)

\$



BRUIT DE BOTTES À L'OTAN

L'Otan lance cette année un chantier de **refondation de son « concept stratégique »**, qui sera entérinée au sommet de Lisbonne du mois de novembre. La première étape de cette refondation vient de s'achever avec la parution des recommandations du groupe de 12 experts dirigé par Madeleine Albright. Les enjeux et les conséquences qui en découlent sont immenses. La CNAPD avec le support de Pax Christi publie ce mercredi 19 mai une carte blanche dans le Soir.

Le concept stratégique défini en 1999 avait déjà permis une transformation radicale de l'Otan. Alliance militaire défensive à sa création, elle était devenue une organisation de « gestion de crise ». S'en sont suivies des interventions offensives massives à « caractère exceptionnel » qui ont provoqué des milliers de morts en Serbie et en Irak, puis en Afghanistan et, plus récemment, au large de la Somalie.

Le « groupe des 12 » entend aller encore plus loin dans la transformation de l'Alliance.

Parce que l'identité intrinsèque de l'Otan serait, selon le rapport, « une organisation qui donne du muscle et du nerf aux idéaux démocratiques », les recommandations sont pléthores pour garantir à l'Alliance son rôle de moteur dans la stabilité et la paix

internationales. Pour ce faire, **l'Otan devrait renforcer** les prérogatives qu'elle ne permettrait pas aux autres Etats, notamment **sa capacité à intervenir en dehors de son territoire**. Ce point se retrouvant dans chacun des paragraphes de la première partie du rapport.

D'exceptionnelle à partir de 1999, cette capacité deviendrait la règle. L'Otan pourrait ainsi s'arroger le droit d'intervenir aux quatre coins du globe et s'attribuer le rôle de gendarme au service de ceux qui la commandite.

Manifestement, l'Otan continue de concentrer son action sur un adage bien connu mais ô combien contre-productif : la meilleure des défenses, c'est l'attaque. **La diplomatie du fusil n'a jamais fonctionné** ; l'Histoire nous montre qu'elle finit toujours par se retourner contre ceux qui la développent.

La rhétorique agressive du rapport du groupe d'experts sape toute possibilité de dialogue et de règlement diplomatique des différends. L'Otan se pose ici en dominateur, alimentant nécessairement la rancœur de ceux qui sont implicitement visés par leur analyse.

Le « groupe des 12 », faisant d'ailleurs écho à l'analyse de M. Rasmussen, secrétaire général de l'Otan, veut également profiter de l'occasion offerte par la refondation du concept stratégique pour réformer en profondeur le fonctionnement de l'Alliance pour « une organisation plus légère, réactive sur le plan décisionnel, plus efficace et efficiente ». Cette réforme passerait notamment, selon M. Rasmussen, par l'institutionnalisation d'un financement commun (en recommandant en outre une augmentation de 20 % du financement par chaque État-membre). Ainsi, la Belgique pourrait marquer son opposition à une éventuelle intervention, mais y participerait de facto financièrement.

Une Alliance « plus réactive sur le plan décisionnel » n'est donc bien évidemment pas souhaitable. Tout d'abord parce que le débat démocratique sur les décisions de l'Otan, déjà quasiment inexistant dans notre pays, n'y survivrait pas. Ensuite et surtout parce que les décisions que l'Alliance a à prendre concernent des milliers de vies humaines et les possibilités de développement économique et humain des différentes régions de la planète. Comment pourrions-nous « alléger » ce type de décisions ? Les décisions de l'Otan se prennent au consensus. Il ne pourrait en être autrement.

De quel droit et sur quelle base l'Otan pourrait s'arroger le rôle de défenseur de la paix internationale (paix qu'elle voit uniquement, d'ailleurs, comme le silence des canons) ? **Il est désespérant de constater, continuellement, que l'agressivité reste le seul mode de discours.** La paix ne peut s'installer durablement que par le rapprochement et le dialogue d'égal à égal. Le droit à la sécurité des membres de l'Alliance est aussi important que celui des autres membres de la planète. Il faut donc penser sérieusement et durablement l'institutionnalisation d'un droit international auquel chacun serait soumis et le développement sincère du forum des peuples que constitue **l'ONU**.

Cette dernière **est d'ailleurs reléguée au rang de « partenaire »**. Sans que plus aucune mention ne soit faite de la fonction institutionnelle supérieure de l'ONU, l'Otan se dit simplement « sensible » à l'« esprit » de la Charte.

Il est impératif que les Parlements belges et européen se saisissent de l'évolution de toutes ces discussions et que l'opinion publique en soit informée. Le processus est nécessaire mais les questions fondamentales qu'il engage ne peuvent se résoudre dans l'urgence. La démocratie ne peut être à ce point instrumentalisée.

Pax Christi Newsletter Juin 2010



Banquiers sur des charbons ardents



Au cours de ces deux dernières années, BNP Paribas, KBC, Dexia, Citibank, Deutsche Bank, ING et AXA ont investi ensemble pas moins de 25 milliards d'euros dans des activités nuisant au climat. C'est ce qui ressort de l'étude Banquiers sur des charbons ardents de Netwerk Vlaanderen.

L'investissement polluant attire

La production d'énergie à partir du charbon est deux fois plus polluante que celle à partir du gaz naturel. Elle est responsable de 42% des émissions mondiales de CO2. Pourtant, 70 nouvelles centrales à charbon devraient voir le jour d'ici peu en Europe. Des centrales qui n'ont aucune difficulté à trouver des financements auprès des banques actives en Belgique.

Dire stop!

Les banques investissant dans les centrales à charbon le font avec l'argent de nos épargnes. Netwerk Vlaanderen appelle les banques à cesser immédiatement ces investissements en lançant la pétition [Bankroet](#) en coopération avec Greenpeace, WWF, Friends of the Earth, BBL et KWB. (Dépêche n° 148)

Netwerk Vlaanderen vzw promoot het anders omgaan met geld. De organisatie voert campagne tegen onverantwoorde en schadelijke investeringen van banken en pleit voor duurzame investeringen die bijdragen aan een mens- en milieuvriendelijke samenleving.

DE PETITIE - LA PÉTITION

STOP INVESTERINGEN IN STEENKOOLCENTRALES

NEDERLANDS: www.netwerkvlaanderen.be

En klikken op PETITIE

EN FRANCAIS: www.netwerkvlaanderen.be:80/fr

ET cliquer sur PÉTITION





OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE, EXTRÊME PAUVRETÉ EN DIMINUTION

La pauvreté extrême dans le monde a diminué, selon le rapport des Nations Unies sur les avancées de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (Odm) publié mercredi. "Le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a diminué dans les régions en développement : elles sont passées de 1,8 milliard en 1990 à 1,4 milliard en 2005. En même temps, le taux de pauvreté passait de 46 à 27 pour cent. (...) Le taux global de pauvreté devrait malgré tout tomber à 15 pour cent d'ici 2015. Cela veut dire qu'environ 920 millions de personnes vivront sous le seuil de pauvreté internationale, soit moitié moins qu'en 1990", indique le rapport, mettant l'accent sur les progrès réalisés par de nombreux pays africains dans les domaines de la scolarisation et de la vaccination et notamment dans la lutte contre le sida, le paludisme et les maladies infantiles. Cependant, le document observe que seule la moitié de la population des pays en voie de développement ont accès aux installations sanitaires tandis que les filles des ménages pauvres ont 3,5 fois plus de chances de quitter les bancs de classe que celles des familles plus riches et quatre fois plus que les garçons de leur condition. Moins de 50% des femmes sont médicalement assistées dans certaines régions en voie de développement pendant leur grossesse et la maternité. Tout en rappelant que la crise économique a gravement porté atteinte au domaine de l'emploi, le rapport observe dans l'ensemble que son impact ne menace pas la réalisation des Odm, qui prévoient entre autres la réduction de moitié de l'extrême pauvreté et de la faim dans le monde d'ici 2015. Les autres Objectifs à réaliser consistent à assurer l'accès à l'éducation primaire universelle, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le sida, le paludisme et autres maladies, assurer un environnement durable et mettre en place un partenariat mondial pour le développement. (ADL/CN)

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Zaligverklaring vakbondspriester Popieluszko

De aalmoezenier van de Poolse vakbond Solidarnosc, pater Jerzy Popieluszko, die in 1984 door de Poolse geheime dienst werd vermoord, is zondag 6 juni zalig verklaard. De plechtigheid op het Pilsudskiplein in Warschau - waar de Poolse paus Johannes Paulus II in 1979 de mis opdroeg tijdens zijn eerste pastoraal bezoek aan communistisch Polen - werd bijgewoond door nagenoeg 150.000 gelovigen.



Pater Popieluszko was begin jaren tachtig van de vorige eeuw geestelijk adviseur van de, toen nog illegale, Poolse vakbond Solidarnosc van Lech Walesa. In zijn preken leverde de aalmoezenier felle kritiek op het bewind van de communistische president Jaruzelski, die door het uitroepen van de noodtoestand een eind wilde maken aan de activiteiten van de vakbond.

Op 19 oktober 1984 werd pater Popieluszko (37) door leden van de geheime dienst met zijn chauffeur uit zijn auto gesleurd, in elkaar geslagen en vermoord. Zijn chauffeur kon ontsnappen, maar het lijk van Popieluszko werd korte tijd later in een rivier gevonden. Deze moord leidde destijds tot een nationaal en internationaal schandaal. Vier leden van de geheime dienst werden opgepakt en veroordeeld tot gevangenisstraffen van 14 tot 25 jaar.

Het zaligverklaringsproces werd in mei 2001 opgestart. Op 19 december 2009 zette paus Benedictus XVI het licht op groen voor de zaligverklaring.

De plechtigheid werd onder anderen bijgewoond door Lech Walesa, de historische leider van vakbond Solidariteit, door premier Donald Tusk en door de honderdjarige moeder van de zaligverkleerde priester. (RKnieuws.net)

EB BREF

◆ Duitse joden maken een boot met humanitaire hulp voor Gaza klaar. Het schip zal eind juli vertrekken. Het initiatief komt van het Duitse deel van de organisatie 'Europese Joden voor rechtvaardige vrede' in het Midden-Oosten. De organisatie heeft giften ingezameld voor de kinderen van Gaza: boekentassen met schoolmateriaal, speelgoed, kledij en muziekinstrumenten.

◆ La Commission européenne souhaite ouvrir entièrement le marché de l'UE aux produits palestiniens afin d'aider l'économie des Territoires palestiniens.

◆ Een Europese primeur: Pools gerecht kan chemische castratie opleggen aan zedendelinquenten. De maatregelen genieten veel publieke steun. Mensenrechtenverenigingen die protest willen aantekenen hebben weinig juridische gronden. Ook de EU kan het amendement hooguit op ethische gronden veroordelen. In Zweden, Denemarken, Zwitserland, Duitsland en Groot-Brittannië is chemische castratie toegestaan op voorwaarde dat de betrokkene akkoord gaat.

◆ Twee mensenrechtenorganisaties hekelen in rapporten het Amerikaans militaire beleid, waar **artsen hielpen bij de verfijning van waterboarden** (waarbij de verdrinkingsdood wordt gesimuleerd).